



**1er juin, journée de l'arbre au Togo :**  
**La DOSI procède à la mise en terre**  
**de 5 000 jeunes plants à Lomé P.2**

Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC N°401 du 02 Juin 2014  
 Prix : 250F CFA

# Nouvelle OPINION

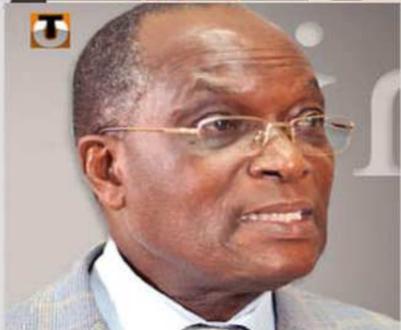
Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité

Phase 2 du projet d'électrification rurale :  
**GNANDE DJETELI S'ASSURE DE**  
**L'AVANCEMENT DES TRAVAUX P.8**

## Nouveau dialogue de sourds



**Le miracle n'a pas eu**  
**lieu malgré la présence**  
**d'un médiateur P.3**



**Où se situe la responsabilité?**

**Sommet sur la sécurité en Afrique à Accra :**



Faure Gnassingbé

**Faure et ses**  
**pairs ont pris**  
**d'importantes**  
**décisions P.5**

**Cérémonie de remise de**

**reconnaissance officielle à Kouvé :**



**Togbui Messan**  
**AGBOYIBO V,**  
**Chef canton**  
**de Kouvé P.2**

**Lutte contre les produits de contrefaçon :**

**9 tonnes 123kg de produits pharmaceutiques**  
**contrefaits saisis, 6 personnes interpellées P.4**

# Cérémonie de remise de reconnaissance officielle à Kouvé : Togbui Messan **AGBOYIBO V**, chef canton de Kouvé

Une grande cérémonie de remise de décret portant reconnaissance officielle du nouveau chef canton Togbui Messan **AGBOYIBO V** s'est déroulée le samedi 31 mai dernier dans le canton de Kouvé. Cette Cérémonie a eu à rassembler tous les natifs du milieu et des invités venus de l'étranger. Le préfet de Yoto, les députés, les chefs coutumiers de la préfecture, les prêtres religieux et d'autres cadres du milieu étaient également de la partie. On notait aussi la présence de Gilbert Bawara, ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales.

La désignation de Messan Agboyibo en remplacement de Togbui Sossou Nekou par le conseil coutumier est intervenue le 7 juillet 2010. Une nouvelle qui a été bien accueillie par tout le canton de Kouvé et, bien au-delà, dans toute la préfecture de Yoto. Mais elle a été remise en cause par la famille Ayassou-Keta. Cette remise en cause a engendré plus tard un conflit entre les deux familles. Pour les populations, il était devenu urgent que les autorités règlent définitivement le conflit pour ramener la paix dans le canton.

C'est ainsi que par décret n° 20140 /074/PR du 07 mars 2014 pris en conseil des ministres, le chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé, a validé la décision du conseil coutumier du 07 juillet 2010 reconnaissant Messan **AGBOYIBOR** en sa qualité de chef canton de Kouvé sous le nom de trône : Togbui Agboyibo. Le décret de reconnaissance lui a été officiellement remis par le ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales, Gilbert Bawara. C'est dans une ambiance festive que ce dernier a, au nom du Chef de l'Etat et de tout le gouvernement, remercié toute la population de Kouvé, toute la forte délégation des chefs traditionnels de la préfecture et ceux venus des autres localités. Pour lui, c'est la preuve qu'ils nourrissent ensemble une grande ambition pour la préfecture de Yoto et pour le canton de Kouvé en particulier.

Par ailleurs il a rappelé au fils et filles de Kouvé que le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé les exhorte à toujours cultiver la paix car c'est à travers elle qu'ils peuvent arriver à vivre en harmonie et dans une cohésion totale. Il a

tenu à leur rappeler que c'est avec cette paix, qu'ensemble avec le nouveau chef, ils arriveront à développer leur canton. Ensuite, le ministre Gilbert BAWARA a, dans ses propos, invité Togbui Messan **AGBOYIBOR** à veiller au bien-être social, à bien jouer sa part dans les problèmes de justice et d'équité. Pour terminer, il a eu à rassurer le nouveau chef sur le fait que l'union nationale des chefs du Togo restera toujours à son entière disposition et que, non seulement, il lui apportera son soutien personnel, il doit savoir aussi que le gouvernement dans son ensemble sera avec lui.

Un hommage très mérité a été rendu au Chef de l'Etat par Togbui Agokoli IV car il est et restera toujours cet Homme qui accorde plus d'attention aux chefferies traditionnelles du Togo. C'est pourquoi il a eu à réitérer leur entière disponibilité pour travailler main dans la main pour ce développement durable qu'il a tant souhaité pour le Togo. De plus, il a invité le nouveau chef à



Togbui Messan Agboyibo V, intronisé

être juste, consciencieux et loyal à l'égard de toute la population.

Prenant la parole à son tour, ce humble et petit-fils de feu Togbui Agboyibo, a tout d'abord, rendu grâce au Père Très-Saint qui lui a permis d'être promu chef canton de Kouvé. Il n'a pas manqué, à son tour, de remercier le Chef de l'Etat pour cette confiance faite aux chefs coutumiers et à sa modeste personne par ce dé-

cret qui lui a été remis et aussi pour cet immense service rendu non seulement à Kouvé mais à toute la préfecture de Yoto dont la cohésion et le développement ont été affectés par le conflit de chefferie.

Très émus de la présence de tous les chefs dans l'accompagnement de ses tâches, et pour un meilleur développement du milieu, Togbui Messan Agboyibo

a promis de travailler ensemble avec le gouvernement car c'est au bout de l'ancienne corde qu'on tisse la nouvelle, a-t-il ajouté. Pour ce faire, le nouveau chef élu rassure qu'à court terme différents projets seront réalisés dans le domaine sanitaire, alimentaire et économique afin que chaque communauté à la base puisse avoir le minimum nécessaire.

**Agbé**

## 1er juin, journée de l'arbre au Togo :

# La DOSI procède à la mise en terre de 5 000 jeunes plants à Lomé

21 juin 1977-21 juin 2014, il y a 37 ans, jour pour jour, feu Général Gnassingbé Eyadema a instauré la journée de l'arbre pour la promotion de la " révolution verte ". Hier dimanche 1er juin 2014 le Togo a célébré avec faste cette journée de l'arbre. Le thème retenu pour la circonstance est " Jeunesse et environnement, la forêt joue son rôle, jouons le nôtre ".

C'est pour ne pas déroger à la règle que la DOSI ( Délégitation à l'Organisation du Secteur Informel ) a organisé une opération de mise en terre d'au moins 5 000 jeunes plants, en collaboration bien évidemment avec trois ministères, à savoir le ministère de l'agriculture, le l'élevage et de la pêche, le ministère de l'environnement et des ressources forestières, et le ministère du commerce et de la promotion du secteur privé.

En effet, la DOSI a initié cette action citoyenne pour sensibiliser et impliquer les femmes commerçantes des quartiers environnants et les conducteurs de taxi-motos vecteurs des informations dans la préservation de notre environnement. Cette opération de grande



Un groupe de jeunes mettant en terre des plants

envergure fait suite à une sensibilisation de proximité que la DOSI et le gouvernement togolais ont entreprise tout au long de la semaine écoulée pour conscientiser les acteurs sur l'importance de la gestion de l'environnement notamment sur la journée de l'arbre et la gestion des déchets plastiques.

L'opération a permis la mise en terre de 2 000 jeunes plants sur le site de Togotétécom au CHR

Lomé commune par 2 000 femmes commerçantes. 200 jeunes autres plants ont été plantés par 200 zémidjans sur le site du feu rouge de la résidence du Bénin. Les plants mis en terre sont composés d'eucalyptus et d'acajous. Pour les conducteurs de taxi-motos, ces plants, une fois grandis, leur procureront de l'ombre pour leur temps de repos.

En dehors de ces deux sites précités, l'opération se poursuit

sur plusieurs autres sites où d'autres membres de la DOSI notamment 2000 autres femmes et 200 autres zémidjans mettront en terre des jeunes plants pour atteindre l'objectif des 5000.

Cette opération de reboisement a été couplée de celle de salubrité par 120 scouts pour répondre à l'attente de la Délégitation.

**Pouli**

# Nouveau dialogue de sourds : Le miracle n'a pas eu lieu malgré la présence d'un médiateur

Le dialogue inter togolais qui s'est déroulé pendant deux semaines dans la salle de réunion de Togo télécom a rendu son verdict. Douze points sont inscrits à l'ordre du jour de cette rencontre que certains n'ont pas hésité à qualifier de dernière chance. Durant ces deux semaines, le pouvoir et l'opposition se sont faits face pour essayer de trouver les voies et moyens pour la mise en œuvre du reliquat des réformes constitutionnelles et institutionnelles prévues dans l'accord politique global, APG.

Dès l'entame, la question d'un médiateur ou d'un facilitateur, c'est selon, s'est posée avec acuité. Pour le pouvoir un médiateur ne serait utile qu'en cas de blocage et vu le climat de confiance et cordialité qui régnait en ce début des travaux tout semble dire que la suite sera heureuse. L'opposition pour sa part estimait que la présence d'un facilitateur sur place ferait avancer les choses. Deux noms ont circulé et toutes les deux personnalités présentes font partie du clergé. Il y eut un petit blocage de soixante-douze heures, le pouvoir a fait une concession et à la reprise Monseigneur Nicodème Benissan-Barrigah fut désigné, à l'unanimité, facilitateur du dialogue.

Dès le départ, certains sceptiques avaient vite fait de prédire que cet énième dialogue n'aboutirait à rien de concret et nous nous retrouverons gros jean comme devant. On les avait traités d'oiseaux de mauvais augure. Mais nous, nous étions sur la même longueur d'onde qu'eux connaissant la nature de certains acteurs politiques.

En effet, une certaine classe politique est tellement réfractaire au dialogue qu'elle n'aime pas entendre parler et préfère tout mettre en œuvre pour garder son statut. Nous parlons de l'opposition togolaise ou plutôt de sa frange radicale. Depuis la nuit des temps, elle a toujours agi dans le sens d'une confrontation ouverte avec le pouvoir. Si aujourd'hui, le Togo en est à se chercher des marques de repère cela est en partie dû à son étourderie, à ses turpitudes ou ses manigances. Il nous souvient que dans les années 90, elle avait tout orchestré pour obtenir la suspension de la coopération entre notre pays et l'Union Européenne avec toutes les mesures coercitives qui l'accompagnent. Elle était parvenue à ses fins et n'eut-été la carrière internationale, la diplomatie

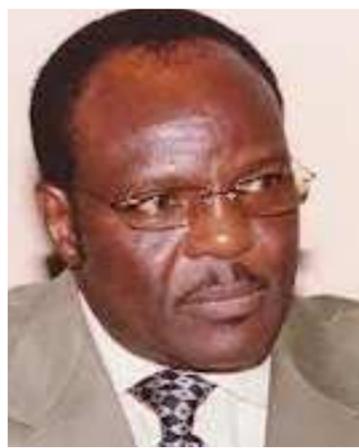
et la sagesse du chef de l'Etat de l'époque, Feu Gnassingbé Eyadema, il se peut que la situation soit plus dramatique qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Les Accords passés Pour mémoire le Togo serait à son 19ème dialogue pourtant nos maux sont toujours et s'empire au jour le jour. Le diagnostic est posé depuis des décennies et il ne nous reste plus qu'à administrer la bonne thérapie. Hélas !!! Le Togo



Apévon Dodzi, Arc-en-ciel

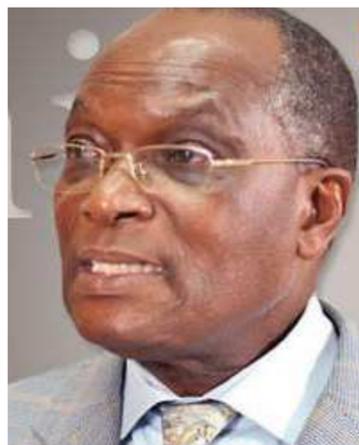
semble maudit à cause de l'attitude irresponsable de certains de ses enfants. Malgré le fait que nous connaissons notre pathologie et le remède approprié pour nous guérir, nous nous complaisons dans des calculs politiques, égoïstes et dénués d'intérêt pour le peuple. Ce n'est pas en cassant le thermomètre qu'on fera baisser la fièvre, il faut affronter la réalité avec perspicacité, objectivité et abnégation. Les accords de Colmar de Ouaga, que sont-ils devenus ? Qu'avons-nous fait substantiellement de l'accord poli-



Georges Aidam, UNIR



Mgr Nicodème Barrigah, le médiateur



Jean-Claude Homawoo, UFC

tique global ? Il ne suffit pas d'arriver à obtenir un dialogue et de le brandir comme un trophée, non

l'essentiel réside dans la mise en œuvre des résolutions et recommandations issues de ce dialogue. Certains objecteront que c'est au pouvoir de les mettre en application. Certes oui, mais c'est à l'opposition de l'y acculer. Mais lorsque, une fois un accord est trouvé et qu'elle se fait toute petite sur la scène politique, ne venez pas accuser le pouvoir. Nous sommes en politique et est comme un match de football, c'est celui qui



Patrick Lawson, ANC

a l'avantage qui le préserve jusqu'à la fin pour remporter la victoire

Notre chère opposition ne se réveille qu'à la veille de grands enjeux. Elle se morfond dans une léthargie difficile à expliquer. Dans le jeu politique, l'occupation permanente du terrain est un facteur de conquête de l'électorat.

Le plus regrettable est l'implication de Monseigneur Nicodème Benissan-Barrigah dans ce mélémélo. Ce prélat de bonne moralité et d'une intégrité irréprochable fait la fierté des Togolais. Il est

une valeur sûre et un symbole inestimable pour notre pays. Il a laissé sa marque dans sa présidence de la commission vérité-justice-réconciliation. Grâce à son implication dans certaines crises, des fins heureuses pérennes ont été obtenues. Aujourd'hui l'opposition le met dans une situation facheuse.

Malgré sa facilitation, ce nouveau dialogue est un fiasco au point qu'il demande une prorogation du temps imparti pour les discussions. En plus, sur les douze points en conflit, après deux semaines de travaux, seul un accord est trouvé sur le point concernant l'éligibilité du président de la république. Ce point permet désormais aux binationaux de rêver du fauteuil présidentiel. C'est insignifiant par rapport à tout ce qui est posé sur la table.

C'est pour cette raison que Monseigneur Barrigah est encore mis à contribution pour obtenir une rallonge du temps des discussions. Cela surprend un peu dans la mesure où comment accomplir en trois jours ce que vous n'êtes pas arrivé à faire en quinze ? Pour autant, nous demeurons attentifs à ce qui va se passer dans les prochains jours car, normalement aucun échec n'est permis dans ce round des pourparlers entre les frères ennemis du Togo. Mais comme le dirait quelqu'un, impossible n'est pas togolais.

Arimiyao

## Echec du dialogue pour la mise en œuvre du reliquat des réformes : Où se situe la responsabilité ?

Les réformes constitutionnelles et institutionnelles prévues par l'Accord Politique Global signé en 2006 constituent un boulet que traînent la classe politiques. Face à la donne, certains indécis, dans une analyse subjective, pensent que la responsabilité d'une telle élasticité incombe uniquement à une seule partie. Mais sans parti pris, on remarque que la responsabilité est partagée quant à la non-exécution de ces réformes destinées à renforcer la démocratie dans notre pays.

En rappel, on se souvient du mauvais rôle que certains leaders de l'opposition avaient joué, au début de l'exécution de cet accord. L'UFC originelle, du fait que le choix du premier ministre n'était pas porté sur son leader Gilchrist Olympio, avait boycotté le gouvernement d'union nationale

le prévu par les clauses de l'APG pour une meilleure organisation du scrutin législatif de 2007 devant doter le pays d'une Assemblée Nationale représentative en vue de la concrétisation des réformes politiques dans un cadre légal. Toute une horde de dénigrement était orchestrée par Gilchrist et ses anciens lieutenants Fabre et consorts, contre Me Agboyibo en vue de piétiner la réussite de sa mission qui n'était autre que dans l'avantage de l'opposition. Après que les élections législatives de 2007 aient lieu, quelques temps après, survient la guerre des clans au sein de l'UFC avec, pour le comble, la scission ayant donné naissance à l'ANC. Le pouvoir malgré que confronté, à l'inconstance et l'inapplication d'une opposition divisée, avait ouvert le Cadre Permanent de Dialogue et de



Concertation (CPDC) en vue des discussions pour le consensus exigé par l'APG sur les réformes constitutionnelles et institutionnelles.

Dans son habituel jeu trouble, la branche radicale de l'opposition avait choisi de boycotter ce cadre avec des arguments farfelus qui ne tiennent pas du tout debout. Un travail de titan avait été abattu par les autres partis

qui avaient accepté y siéger, lesquels travaux sanctionnés par un relevé transmis au Chef de l'Etat. Au moment où on en discutait justement au gouvernement pour verser ces propositions à l'Assemblée Nationale, l'opposition radicale est montée au créneau pour dire qu'elle a été écartée des débats ayant abouti à ces propositions. Le pouvoir dans son ouverture a encore convoqué un cadre bis appelé CPDC rénové.

L'Alliance Nationale pour le Changement (ANC), dans son jeu flou de rendre encore les choses plus élastiques avait sorti des préalables pour conditionner sa participation ou non à ce nouveau cadre. D'autres partis ont encore travaillé pour de nouvelles propositions transmises à la fin au Chef de l'Etat.

Suite à la page 4

**Lutte contre les produits de contrefaçon :**

**9 tonnes 123kg de produits pharmaceutiques contrefaits saisis, 6 personnes interpellées**

Le ministre de la sécurité et de la protection civile et les techniciens de la santé étaient face à la presse le samedi dernier au cabinet du ministère de la sécurité et de la protection civile. Cette sortie médiatique fait suite à une saisie de produits pharmaceutiques contrefaits souvent vendus dans les rues.

Il faut souligner que les autorités de notre pays ne cessent de se battre pour le bien-être de la population. Après s'être préoccupées de la sécurité routière, nos autorités prouvent une fois encore qu'elles sont déterminées à lutter contre tous les problèmes qui constituent un frein au développement de la société qu'elles sont appelées à diriger dans la paix et la prospérité. Selon le ministre Yark Damehane, il y a des produits pharmaceutiques qui sont vendus depuis longtemps sur les marchés alors qu'ils ne répondent pas aux normes définies par l'OMS.



En 2012, 7 tonnes de ce genre de produits ont été saisies sur nos marchés. Ceci a poussé à l'organisation d'une réunion les 11 et 12 novembre 2013 à Addis-Abeba dont l'objectif était de lutter contre le trafic de ces produits contrefaits. Au cours d'une réunion préparatoire en mars 2014 à Cotonou, 10 pays d'Afrique de l'ouest ont arrêté une date en vue de mener une opération de saisie de ces produits. C'est ainsi que cette opération a eu lieu les 27,

28 et 29 mai derniers dans certaines villes de notre pays. A l'issue de cette opération, 9 tonnes 123kg de produits pharmaceutiques impropres ont été saisies. Ces produits sont estimés à 200 000 dollars américains. L'opération a été effectuée notamment à Lomé, Aného, Vogan, Notsè et Atakpamé. Rappelons que l'opération "Entonnoir II" menée depuis le mois d'octobre 2013 a permis de saisir jusqu'à ce jour 20 tonnes

d'essence frelatée.

Pour ce qui est des produits saisis au cours de ces trois jours, il s'agit des anti-inflammatoires, des anti-endémiques, des antipaludiques, des antibiotiques, des antiparasitaires..., des produits qui au lieu de guérir des maladies aggravent plutôt la situation et conduisent souvent à une mort fatale.

Le colonel Yark Damehane, ministre de la sécurité et de protection civile, a indiqué que 6 personnes ont été interpellées présumées coupables dans la commercialisation de ces produits et doivent répondre de leurs actes. Il a également indiqué que cette opération est menée dans les 9 neuf autres pays de l'Afrique de l'ouest qui ont pris part à la rencontre de mai à Cotonou. Une opération de grande envergure donc puisqu'elle a été appuyée par l'Interpol. Pour les techniciens de la santé, il s'agit d'une lutte contre la criminalité pharmaceutique. Etant donné

que toute criminalité est à combattre, point n'est question selon le ministre de tolérer une telle chose dans notre pays. Pour faire plus de lumière sur cette question de produits contrefaits, les techniciens de la santé ont expliqué que les produits génériques ( produits qui répondent aux normes de l'OMS et de la CAMEG )ne sont pas faits pour être dans les rues mais plutôt dans le circuit normal, c'est-à-dire dans les pharmacies et centres de santé.

C'est donc le faux qui est versé dans les rues et que les populations prennent souvent. Les techniciens de santé ont expliqué également que souvent les noms de sociétés et de laboratoires régulièrement reconnus sont inscrits sur les emballages des produits pour tromper la vigilance des consommateurs. C'est d'ailleurs ce qui les pousse à parler de criminalité pharmaceutique. Ils ont également souligné que le Togo a une liste de produits que la CMEG a mis à la disposition des formations sanitaires et seuls ces produits sont prescrits aux patients par les agents de santé.

Pour finir le ministre de la sécurité et de la protection civil a invité la gendarmerie, la police, la douane et tous les acteurs impliqués dans le système de sécurité de santé à lutter davantage contre ce phénomène.

**Pouli**

**Coin de l'Histoire**

**1er JUN 1879 : Les Zoulous tuent Louis-Napoléon engagé chez les Britanniques**

xilé à Londres avec son père, Louis-Napoléon veut démontrer son courage en partant combattre en Afrique australe.

Quand on porte le nom de Bonaparte, quand on vit pèpère en exil à Londres et qu'aucune guerre européenne ne menace, n'est-ce pas légèrement idiot de risquer sa vie contre des Zoulous en Afrique australe ? Probablement, mais Louis-Napoléon, fils de Napoléon III et d'Eugénie, désire faire honneur au sang du grand Napoléon Ier coulant dans ses veines. L'intention est bonne, sauf que le jeune homme se fait tuer le 1er juin 1879. Pis ! Il portait l'uniforme britannique. A-t-il pensé à son tonton

dont les Anglais étaient l'ennemi juré ? C'est si le fils de Noah votait Front National ou que le fils de Copé s'engageait chez les scouts.

**Premiers combats**

C'est à 14 ans que petit Louis-Napoléon prend goût aux armes quand son bravache de père l'emène à Metz pour combattre les Prussiens. L'odeur de la poudre monte alors à la tête du garçon.

C'est tellement plus excitant que la Gameboy. Surtout, il est fier de "combattre" aux côtés de papa, même si celui-ci est vaincu. Après la défaite de Sedan, l'empereur, sa femme et le p'tit prince sont venus à Londres pour serrer la pince du prince de Galles. Le p'tit Louis y

poursuit ses études, puis fréquente l'académie militaire de Woolwich. C'est alors que l'Angleterre fait face à une révolte zouloue en Afrique australe.

Louis, qui a désormais 23 ans, décide d'accompagner ses camarades de promotion sur le champ de bataille. "Lorsqu'on appartient à une race de soldat, ce n'est que par le fer qu'on se fait connaître." Dans son cercueil, Napoléon III, mort depuis six ans, écrase une larme. En revanche, sa mère, bien vivante, le supplie de renoncer à son dessein. Il lui répond : "Quand j'aurai fait voir que je sais exposer ma vie pour un pays qui n'est pas le mien, on ne doutera plus que je sache la risquer mieux encore pour

ma patrie." Mais c'est la réincarnation de son grand-oncle, ce gosse-là ! Louis-Napoléon obtient l'aval de la reine Victoria pour combattre sous l'uniforme britannique et le voilà qui embarque en février 1879 à bord d'un navire appareillant pour Le Cap. De là, il rejoint le Natal (actuelle Afrique du Sud), où il intègre une unité d'éclaireurs.

**La "cause impériale"**

Le 1er juin 1879, il part en patrouille dans le veld avec quelques hommes. Rien à signaler. Après avoir galopé plusieurs heures, la petite troupe met pied à terre près d'une rivière afin de prendre du repos et de faire boire

*Suite à la page 7*

**Echec du dialogue pour la mise en œuvre du reliquat des réformes :**

**Où se situe la responsabilité?**

*Suite de la page 3*

Comme si cela ne suffisait pas, l'ANC et ses amis demandent encore un nouveau dialogue entre les partis parlementaires, ce que le gouvernement a accepté mais qui fut soldé par un échec cuisant de par l'intransigeance d'une certaine opposition en mal de sensations fortes.

Les élections législatives de 2013, une fois terminées, le pays dispose encore d'un nouveau par-

lement où siègent plusieurs tendances pour l'exécution de ces réformes. L'opposition radicale dans ses coutumières contorsions, refusent que les débats aient lieu à l'Assemblée Nationale qui est le cadre approprié pour les réformes. Comme si les institutions sont faites pour être ornées, cette branche de l'opposition demande encore l'ouverture d'un dialogue en dehors du cadre parlementaire pour dit-elle retrouver le

consensus. Alors que les propositions des deux cadres de discussions sont conservées et l'idéal serait qu'elle y verse les siennes pour que les choses aillent promptement.

Ce cadre de discussions est établi et pendant deux semaines des discussions ont eu lieu et ont débouché sur l'échec que nous avons tous observé. On se demande alors dans quel camp se trouve réellement la mauvaise

foi puisqu'on ne peut réclamer une chose et son contraire à la fois. La donne offusque et montre la mauvaise foi de l'opposition radicale qui absolument n'a aucune envie voir les choses évoluer dans le bon sens. A quand, cette opposition aura réellement accepté d'adopter un comportement responsable pour la mise œuvre de ces réformes ? Demain n'est certainement pas la veille.

**Tchagnao**

**Nouvelle OPINION**  
 Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyse et de publicité  
 Récepissé n°0149/14/03/01/HAAC  
 Siège: Adidoadin, PAVée prolongé, 2ème carré après Pharmacie Le Galien  
**Directeur de Publication:**  
 TCHAGNAO Arimiyao  
 Cel:91 36 37 55  
 jeantchagnao@yahoo.fr  
**Secrétariat de la Rédaction:**  
 Agbékponou Junior  
**Rédacteurs :**  
 Tchagnao  
 Ben Ali  
 Agbékponou Junior  
 Ramzad  
 Maroine Tchagnao  
 Pierre Pouli  
**Imprimerie:**  
 La Colombe  
**Tirage :**  
 2.000 exemplaires

Sommet sur la sécurité en Afrique à Accra :

## Faure et ses pairs ont pris d'importantes décisions

L'organisation sous régionale s'est réunie pour réfléchir à la situation grave qui prévaut au Nigéria et au Mali. La CEDEAO sera-t-elle à la hauteur des enjeux?

Le jeudi 30 mai, les chefs d'Etat des 15 pays de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se rencontrent dans la capitale du Ghana. A l'ordre du jour, la sécurité au sein de la communauté. Les deux foyers de tension qui interpellent les dirigeants de la sous-région sont connus : le nord du Nigéria où la secte islamiste Boko Haram sévit et le nord du Mali où des mouvements touaregs indépendantistes donnent du fil à retordre au gouvernement de Bamako. Le sommet d'Accra se tient une dizaine de jours après une rencontre tenue à Paris au cours de laquelle quelques dirigeants ouest-africains et leurs homologues du Cameroun et du Tchad ont pris la décision d'harmoniser leurs efforts pour combattre le terrorisme au Nigéria. Depuis lors, le Cameroun a dépêché des milliers de soldats dans le nord du pays, avec pour mandat de contenir Boko Haram et l'empêcher d'opérer sur le territoire camerounais. Du côté de l'Afrique de l'Ouest même, à part des déclarations d'intention, rien de précis n'a été fait avant le sommet d'un jour qui se tient aujourd'hui. Le 15 mai, les chefs des services de renseignement des pays membres de la CEDEAO se sont réunis à Accra, sans que l'on sache à quoi ils se sont engagés. Le sommet extraordinaire pourrait réunir sept chefs d'Etat, des chefs de gouvernement et quelques ministres. Ce n'est donc pas la grande mobilisation qui se fera à Accra, alors même que la menace sécuritaire sur l'ensemble de la sous-région ne fait plus de doute. Selon le programme officiel, le président du Ghana John Dramani Mahama, président en exercice de la CEDEAO, fera un discours d'ouverture, auquel succèdera une allocution de M. Kadré Dramani Ouedraogo, le président de la Commission de la CEDEAO qui présentera la situation dans les zones concernées. Les présidents vont ensuite s'enfermer à huis-clos pour convenir des points d'un communiqué officiel.

Le gouvernement du Nigéria s'enlise dans la recherche des plus de 200 lycéennes enlevées la mi-avril dans leur école à Chibok. Au Mali, une intervention de l'armée gouvernementale à Kidal s'est soldée par une défaite cuisante, obligeant Bamako à reprendre le dialogue à Ouagadougou avec les mouvements touaregs.

**Communiqué final du sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) tenu le 30 mai 2014 à Accra au Ghana sur la situation au Mali et au Nigeria.**

A l'invitation de S.E.M. John Dramani Mahama, Président de la République du Ghana, Président en Exercice de la CEDEAO, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest ont tenu, le 30 mai 2014 à Accra, République du Ghana, une Session Extraordinaire à l'effet d'examiner la situation sécuritaire de la région notamment au Nord du Mali et au Nord du Nigeria ainsi que l'évolution récente de la situation politique en Guinée Bissau.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont pris acte des mémoranda du Président de la Commission sur la situation sécuritaire au Nord du Mali et au Nord du Nigeria ainsi que sur la situation politique en Guinée Bissau.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont exprimé leur profonde préoccupation sur la dégradation récente de la situation sécuritaire dans la région de Kidal ainsi que sur les attaques sanglantes et récurrentes perpétrées notamment par la secte Boko Haram dans les régions Nord du Nigeria. La Conférence a condamné avec la plus grande fermeté ces actes de terrorisme ainsi que les actes d'enlèvement et de prise d'otages. Elle a exprimé sa solidarité au Mali et au Nigeria dans ces dures épreuves.

Après un examen approfondi de la situation, la Conférence a réaffirmé sa ferme détermination à combattre résolument les menaces que fait peser le terrorisme sur la paix et la sécurité régionale et internationale. En entérinant les principales recommandations contenues dans les différents rapports, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont pris les décisions spécifiques suivantes :

### Sur la Situation Sécuritaire au Nord du Mali

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement condamnent vigoureusement les actes déplorables de violence et de tuerie perpétrés, du 17 au 21 mai 2014, par les groupes armés à Kidal et dans les villes voisines du Nord ainsi que la prise d'otages et la saisie de bâtiments administratifs dans cette partie du territoire malien. La Conférence estime que l'assassinat de fonctionnaires sans défense dans l'exercice de leurs fonctions constitue une violation flagrante et délibérée de l'Accord de Ouagadougou. Elle

demande que les auteurs de ces atrocités soient recherchés et punis conformément à la loi.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement saluent la mémoire des membres des Forces de Défense et de Sécurité du Mali, ainsi que celle des civils qui ont perdu la vie au cours de ces événements récents. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement présentent aux familles éplorées leurs condoléances attristées.

La Conférence réaffirme son attachement à la préservation de l'unité, de l'intégrité territoriale et du caractère laïc de l'Etat malien et exige le retrait immédiat des groupes armés des bâtiments publics et des zones occupés et le retour aux positions d'avant le 17 mai.

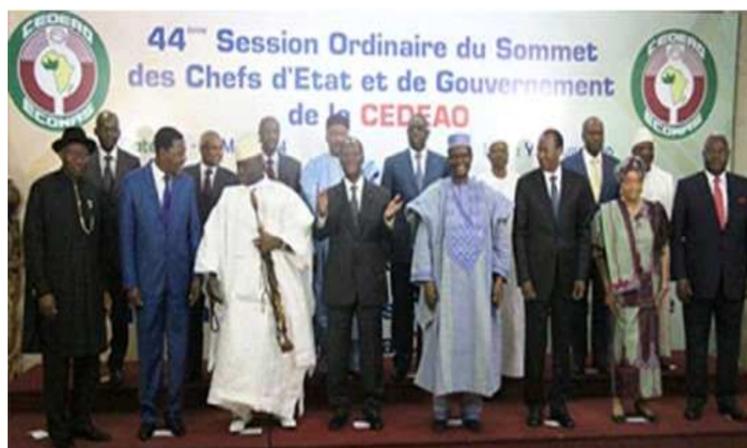
Pour aider le Mali à effectivement recouvrer la souveraineté sur l'ensemble du territoire y compris Kidal, la Conférence invite le Conseil de Sécurité des Nations-Unies à renforcer le mandat et les effectifs de la MINUSMA pour lui permettre d'assurer sa mission de garante de l'application de l'Accord de Ouagadougou.

A cet égard, la Conférence réitère son précédent appel à tous les groupes armés non étatiques du Mali afin qu'ils déposent les armes, se soumettent au cantonnement et participent, conformément aux Accords préliminaires de Ouagadougou, à la recherche d'un règlement pacifique des différends, dans le cadre du dialogue inclusif inter-malien.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement se félicitent des initiatives menées par les Nations Unies et le Président en Exercice de l'Union Africaine S.E.M. Mouhamed Ould Abdel Aziz, Président de la République Islamique de Mauritanie et qui ont permis de faciliter la signature, le 23 mai 2014, d'un accord de cessez le feu entre le Gouvernement et les groupes armés non étatiques au Nord du Mali.

La Conférence exhorte toutes les parties prenantes à respecter scrupuleusement le caractère inviolable de l'accord et à veiller à l'application des clauses du cessez le feu, pendant que le Gouvernement du Mali poursuit ses efforts diplomatiques avec le soutien de la Communauté Internationale pour trouver les solutions politiques aux questions posées.

Dans cette perspective, le Sommet réitère son appel antérieur au Gouvernement du Mali afin qu'il diligente les préparatifs de la tenue du dialogue inclusif inter-malien. La CEDEAO soutient l'action du Haut Représentant récemment nommé par le Chef de l'Etat pour conduire les pourparlers inclusifs de paix avec les groupes armés et l'ensemble des commu-



nautés du Nord du Mali.

Le Sommet exhorte également le Gouvernement du Mali à procéder de toute urgence à la mise en place effective de la Commission Vérité Justice et Réconciliation de manière à accélérer le processus de réconciliation nationale et à préserver l'unité, l'intégrité et la stabilité du pays.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement réaffirment leur attachement au dialogue inclusif inter-malien conformément aux principes de l'Accord préliminaire de Ouagadougou et expriment leur disponibilité à appuyer tout effort du Gouvernement du Mali visant à trouver une solution politique durable à la crise.

La Conférence rend un hommage appuyé à leurs Excellences Blaise Compaoré, Président du Faso et Médiateur de la CEDEAO au Mali et Goodluck Ebele Jonathan, Président de la République Fédérale du Nigeria et Médiateur associé, pour leur engagement continu en vue de trouver une solution politique à la crise au Nord du Mali.

La Conférence estime que la médiation de la CEDEAO reste le principal instrument de soutien au Mali pour la recherche d'une solution politique et doit bénéficier du soutien de toutes les autres initiatives. La Conférence exprime sa gratitude, aux Nations Unies, à l'Union Africaine, à la France, et à l'ensemble des partenaires pour le rôle joué dans la maîtrise de la dernière vague de crise ainsi que pour leur soutien indéfectible en faveur de la paix durable, de la stabilité et de la réconciliation au Mali.

La Conférence demande au Conseil de Sécurité des Nations Unies de prendre des mesures appropriées y compris des sanctions ciblées contre les groupes armés ou tout individu qui ferait obstacle au processus de paix.

Le Sommet renouvelle tout son soutien au Gouvernement et au Peuple Maliens, en particulier à S.E.M. Ibrahim Boubacar Keïta Président de la République du Mali pour les efforts qu'il déploie, avec détermination, en vue d'assurer la reconstruction écono-

mique et la consolidation de la paix, de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale du pays.

Le Sommet en appelle à la Communauté Internationale, aux partenaires et aux bailleurs de fonds afin qu'ils continuent d'apporter leur soutien à ces efforts y compris l'assistance humanitaire aux populations déplacées et aux réfugiés dans les Etats voisins.

### Sur la Situation Sécuritaire au Nord du Nigeria

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement expriment leur sincères condoléances et leur solidarité à S.E.M. Goodluck Ebele Jonathan, Président de la République Fédérale du Nigeria et à tout le peuple Nigérian pour les pertes en vie humaines et les dommages économiques causés par les actes terroristes de Boko Haram. La Conférence condamne fermement ces actes terroristes qui menacent la paix et la sécurité régionale.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement se félicitent des mesures engagées par les autorités Nigérianes pour venir à bout de ce fléau meurtrier en particulier, dans les Etats du Nord. Ils encouragent le Président Goodluck Ebele Jonathan à continuer à faire preuve de détermination dans la mobilisation de toutes les forces vives du pays pour mettre fin, le plus rapidement possible, à ces actes de terrorisme. Le Sommet encourage le Gouvernement à poursuivre le dialogue national et les efforts de réconciliation qu'il a courageusement initiés.

La Conférence salue la mobilisation de la Communauté Internationale aux côtés du Nigeria. Elle exprime sa reconnaissance aux partenaires notamment à la France, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, à la République populaire de Chine, à Israël, à l'Union Africaine et aux Nations Unies pour leur coopération et le soutien apporté dans le cadre des efforts menés pour la libération des jeunes lycéennes de Chibok enlevées par le groupe Boko Haram ainsi que dans le cadre de la lutte engagée contre ce groupe terroriste.

La Conférence salue en particulier la portée des conclusions du Sommet de Paris organisé le 17 mai 2014 sur la sécurité au Nigeria. Elle se félicite surtout des engagements pris et qui sont de nature à renforcer la coopération bilatérale, régionale et multilatérale dans la lutte contre le terrorisme du groupe Boko Haram.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement félicitent S.E.M. John Dramani Mahama Président de la République du Ghana, Président en Exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement pour les démarches entreprises afin d'apporter une réponse régionale au défi sécuritaire posé par la secte Boko Haram.

La Conférence exhorte les Etats Membres à renforcer leur collaboration notamment dans les domaines du partage d'informations et de la coordination des efforts des services en charge de renseignements et de l'application des lois.

A cet effet, la Conférence décide d'établir un partenariat de haut niveau avec les Etats de l'Afrique Centrale pour combattre plus efficacement le terrorisme. Elle encourage les pays membres de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) à poursuivre leur efforts d'opérationnalisation de leur plan d'action et de coopération en matière de lutte anti-terroriste. Elle soutient en outre les programmes de développement du Bassin du Lac Tchad.

La Conférence invite les Etats membres à renforcer leur système de défense et de sécurité par des moyens humains et matériels adéquats.

La Conférence instruit le Président de la Commission de prendre dans ce sens toutes les dispositions nécessaires et d'accompagner les Etats membres dans la mise en œuvre diligente de la stratégie anti-terroriste de la CEDEAO. En vue d'assurer une meilleure coordination de l'appui de la CEDEAO à la République Fédérale du Nigeria pour la lutte anti-terroriste, la Conférence a pris des mesures spéciales.

La Conférence appelle à la mise en œuvre diligente de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et à l'opérationnalisation de la stratégie sahel de la CEDEAO.

### Sur la Guinée Bissau

La Conférence se félicite de l'aboutissement heureux du processus de transition en Guinée Bissau couronné par la tenue réussie des élections générales dans des conditions de transparence et de paix.

Le Sommet félicite S.E.M. Manuel Sérifo Nhamajo, Président par Intérim, le Gouvernement de transition, l'Assemblée Nationale Populaire, les organes de gestion des élections, les partis politiques et l'ensemble du peuple bissau-guinéen pour l'esprit de sacrifice et la détermination dont ils ont fait montre pour assurer une issue heureuse au processus de transition.

La Conférence adresse ses vives félicitations à S.E.M. José Mario Vaz, Président élu de la République de Guinée Bissau.

Afin de susciter un consensus national et de mobiliser toutes les forces vives de la Nation à la tâche urgente de reconstruction post-électorale de la Guinée Bissau, les Chefs d'Etat et de

# CENTRAFRIQUE: Les musulmans du PK5 de Bangui demandent leur évacuation

Calme précaire à Bangui après les violences de vendredi qui ont fait au moins trois morts. Les musulmans du PK5, la dernière enclave musulmane de la capitale, manifestaient ce samedi matin contre la présidente de transition, Catherine Samba-Panza, pour exiger que les Nations unies évacuent les derniers musulmans de Bangui.

Après les violences de vendredi qui ont fait au moins trois morts à Bangui, la nuit et la matinée ont été plus calmes dans la capitale centrafricaine, dont les rues sont désertes. Les voitures et les commerces ouverts étaient rares ce samedi matin et un hélicoptère militaire français survolait régulièrement la capitale. Un important convoi militaire composé de blindés

dés français et de véhicules des contingents congolais et rwandais de la Misca était déployé notamment sur l'avenue Koudoukou de Bangui.

A l'aide de tractopelles, les militaires ont dégagé ce qui restait de barricades érigées les jours précédents et les grosses pierres qui gênaient la circulation. Sur l'avenue du quartier chrétien de Miskine, les habitants étaient sortis en nombre, certains huant le convoi à son passage. Les habitants de Miskine rencontrés par RFI ce matin insistaient sur le désarmement du PK5, la dernière enclave musulmane de la capitale centrafricaine. " Nous demandons le désarmement du PK5 ", nous ont-ils dit.

Marche pacifique contre le dés-



armement dans le PK5

En fin de matinée, une marche pacifiste a réuni dans ce quartier

musulman plusieurs centaines de personnes. " Non à l'injustice de Catherine Samba-Panza ", " Non

à la partialité et oui à l'égalité et à la liberté pour tous ", pouvait-on lire sur certaines pancartes tenues par les manifestants. Vendredi, dans un discours Catherine-Samba Panza promettait de désarmer les troisième et cinquième arrondissements, autrement dit le quartier musulman. La population du PK5 - environ 15 000 personnes - estime que cette mesure est dirigée contre elle. Elle accuse la présidente Samba-Panza de partialité, réclame son départ et demande aux Nations unies de les aider à quitter Bangui. L'inquiétude y est très vive.

" Ce qui nous a choqués, c'est d'abord qu'elle ne nous considère pas comme étant des Centrafricains, explique Saoudi Dodo, le porte-parole de la communauté musulmane du PK5. Pendant les six mois qu'on a connu la crise, on a toujours été agressé mais madame la présidente n'a jamais tenu un discours d'apaisement, même pas un discours pour que l'on arrête tout ce que nous avons vécu.

Vous savez, elle est incapable de nous sécuriser ; elle est incapable de nous protéger. Elle ne désarme pas les bandits, les anti-balaka qui nous attaquent mais elle veut nous désarmer nous qui sommes des victimes.

Ça c'est une manière claire de nous envoyer à la mort, vous comprenez ? Nous disons " non ", on ne va jamais désarmer ! Nous demandons que l'on nous regroupe et que les Nations unies nous sortent du pays.

Tous les musulmans sont prêts aujourd'hui à quitter le Kilomètre 5, à quitter Bangui, à quitter même la République centrafricaine "

Source : rfi.fr

## CAMEROUN : Les trois religieux enlevés dans le nord sont libres

Les chefs d'État des pays menacés par Boko Haram, au premier rang desquels le Camerounais Paul Biya (G), lors du sommet de l'Élysée, le 17 mai 2014.

Les trois religieux enlevés début avril au nord du Cameroun, deux prêtres italiens et une religieuse canadienne, sont désormais libres. Ils ont été relâchés dans la localité d'Amchidé, près de la frontière avec le Nigeria. Leur enlèvement, attribué par les autorités camerounaises à Boko Haram, n'avait pas été revendiqué.

Les deux religieux italiens et la sœur canadienne ont été enlevés dans le nord du Cameroun, dans la nuit du 4 au 5 avril 2014. Capture d'écran

Les deux prêtres italiens

Giampaolo Marta et Gianantonio Allegri et la religieuse canadienne, Gilberte Bussier, avaient été enlevés dans la paroisse de Tchère dans l'extrême-nord du Cameroun, à une vingtaine de kilomètres de Maroua. Des hommes armés avaient fait irruption dans la localité à bord de plusieurs véhicules et avaient dévasté leur habitation avant de les prendre en otage. Tous les trois connaissent bien le Cameroun où ils vivaient depuis plusieurs années.

Un enlèvement attribué à Boko Haram

Libres depuis cette nuit, les otages sont entre les mains des autorités camerounaises. Le secrétaire général de la Présidence de la République a fait le voyage

pour Maroua pour ramener les trois religieux. Ils sont en ce moment à bord d'un avion qui doit atterrir dans la capitale dans les prochaines heures.

On n'a pour l'instant aucune information sur les ravisseurs et le lieu où ils détenaient leurs otages, et pas davantage dans quelles conditions ceux-ci ont été libérés. Interrogé par RFI sur le modus operandi de cette libération, le porte-parole du gouvernement camerounais joint à la mi-journée, argumentait que la discrétion était nécessaire dans ce genre de tractation. Mais " tout s'est passé dans des conditions satisfaisantes " ajoutait Issa Tchiroma Bakary, ministre camerounais de l'Information et porte-parole du gouvernement qui a rappelé " la détermination, l'en-

gagement du président de la République à ne ménager aucun effort pour obtenir la libération de tous les otages qui ont été pris à partir du territoire camerounais. Il en a fait un point d'honneur et la libération des trois missionnaires en est la preuve "

La secte islamiste Boko Haram sur laquelle se sont portés tous les soupçons n'a elle jamais revendiqué l'enlèvement.

" C'est une nouvelle qui nous remplit de joie "

C'est ainsi qu'à Rome le porte-parole du Vatican a été le premier ce dimanche matin à confirmer la libération des deux missionnaires italiens et de la religieuse canadienne enlevés le 5 avril au Cameroun. Une affaire suivie de près par le Pape lui-même, précise notre correspondante à Rome, Anne Tréca.

Federica Mogherini, la ministre italienne des Affaires étrangères, a publié à la mi-journée un communiqué pour exprimer elle aussi sa joie et remercier les autorités camerounaises et le président Paul Biya pour leur collaboration tout au long de ces semaines d'angoisse.

On ne sait pas encore quand les pères Marta et Allegri pourront rentrer chez eux, à Vicence, au nord de la péninsule. Enfin, le gouvernement italien, tout comme les autorités camerounaises, ne veut rien dire des conditions de détention ou des circonstances de la libération des ex-otages.



Les chefs d'État des pays menacés par Boko Haram aux côtés de François Hollande

Tournée nationale d'information sur l' APSEF :

# Bilan positif, selon Mme Tomégah-Dogbé

Aného (préfecture des Lacs), Vogan (préfecture de Vo) sont les dernières étapes de la grande tournée nationale d'information sur le produit Accès des Pauvres aux Services Financiers (APSEF), tout premier produit du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI). La délégation du FNFI conduite par Mme Victoire Tomégah-Dogbé, ministre en charge du Développement à la Base, département dont relève le FNFI, a sillonné Lomé, Tsévié, Atakapamé, Sotouboua Kara, Dapaong, Kpalimé, Agou-Gadzépé, Tabligbo, expliquant aux populations le bien fondé du Fonds et les conditions d'accès à l'APSEF. A l'issue de la tournée le ministre, face à la presse, a dressé un " bilan positif ".

" C'est un bilan positif, parce que la population est très réceptive au message du FNFI ", a-t-elle notamment déclaré. L'entretien en intégralité.

Quel bilan faites-vous de votre tournée nationale qui s'achève ici à Vogan?

Victoire Tomégah-Dogbé: C'est un bilan positif, parce que la population est très réceptive au message du FNFI. Il y a beaucoup d'enthousiasme, beaucoup d'engouement autour de la chose. Ce qu'il faut constater, c'est que le FNFI avec son premier produit APSEF, constitue une réponse réelle aux préoccupations des populations à la base. L'une des préoccupations qui a été toujours soulevée, c'est l'accès à des services financiers qui sont adaptés aux besoins des populations vulnérables, ceux-là qui ne peuvent pas présenter des garanties, ceux-là qui ne sont pas en mesure de payer des intérêts très élevés, ceux-là qui sont presque oubliés, qui sont dans les hameaux reculés et à qui personne ne pense.

C'est vraiment un mécanisme novateur d'inclusion économique et financière qui fait que le message passe facilement parce que les gens se disent : " On pense à nous!". Avec l'APSEF, ce crédit de 30.000F au taux d'intérêt de 5% l'an, on peut développer une petite activité de revenus qui permet aux gens de se prendre en charge. La finalité de l'APSEF, c'est d'assurer l'insertion socio économique des plus vulnérables qui sont les femmes, les jeunes, les artisans, ceux-là qui ont besoin d'un petit coup de pouce pour démarrer une activité ou pour renforcer leur activité.

Le message c'est que les gens trouvent l'initiative très bonne. Il y en a qui pensent que le montant de 30.000F est insignifiant mais nous leur expliquons, à travers notre tournée, que c'est un crédit de masse et qu'il faut commencer par un petit montant; c'est justement ces petits montants qui servent à faire quelque chose et ceux qui sont les vrais bénéficiaires arrivent à rembourser parce que cela les aide à régler des problèmes. Les gens apprécient énormément le taux d'intérêt qui est très bien: 5% l'an, ça fait 750 F sur un



crédit de 30.000F qui est remboursé en 6 mois.

Après cette tournée, quelle va être la prochaine étape?

V.T-D: Nous allons continuer la sensibilisation parce que le produit est nouveau. Même si les prestataires de services financiers travaillent déjà sur ce produit, nous pensons que dans un souci d'harmonisation, il est important de continuer la sensibilisation et la formation.

Donc nous continuerons la sensibilisation vis-à-vis de la population cible pour qu'elle comprenne très bien le message parce que vous savez très bien qu'il y aura beaucoup d'intoxication. Egalement à l'endroit des prestataires de services financiers, nous avons organisé des formations pour leur permettre d'harmoniser leur approche pour les interventions.

Nous ferons aussi dans les semaines qui viennent, une première évaluation, parce que dans la plupart des préfectures, les premières opérations de crédit ont démarré. Donc nous allons faire le point avec les prestataires de services financiers pour voir déjà quelles ont été les difficultés constatées sur le terrain et pour pouvoir les aider à les contourner.

Ce qui est bien aussi, c'est que le système de gouvernance que nous avons mis en place, pousse les institutions de micro finance à faire le

travail avant même de pouvoir toucher les ressources; c'est-à-dire qu'elles commencent la sensibilisation, elles identifient les groupes solidaires, elles font la formation et après elles soumettent la liste de ces groupes solidaires au FNFI qui leur donne les ressources qu'il faut pour aller satisfaire ces groupes solidaires.

Donc il y a un mécanisme de gouvernance qui est mis en place pour mettre la pression sur les prestataires de services financiers afin que les résultats puissent être atteints. Vous savez que pour 2014, nous devons toucher 300.000 personnes et donc nous voulons que les vrais bénéficiaires soient touchés et que nous puissions nous dire que nous avons pu atteindre nos résultats.

Aujourd'hui est-ce que le FNFI a assez de moyens pour pouvoir toucher les 300.000 personnes?

V.T-D: Nous serons toujours confrontés à des défis de mobilisation de ressources. Pour tout projet que vous mettez en place, vous n'avez pas, pour commencer, les ressources. Mais la mobilisation des ressources fait partie des défis qu'il faut relever. Ce qui est bien, c'est que l'Etat togolais dit : " moi-même je suis prêt à m'engager ".

Donc il y a déjà un effort très important qui a été fait puisque 2 milliards de FCFA ont été mis à la

disposition du Fonds pour démarrer. Ce qu'il faut noter aussi, c'est que comme le processus a été très participatif avec les partenaires au développement, les banques, les institutions de micro finance elles-mêmes, cela a facilité un peu le processus de mobilisation des ressources.

Donc des partenaires s'engagent soit, pour nous aider à mettre en place un bon système de gestion d'information, parce que pour ce genre de Fonds, il faut un système de gestion d'information pour s'assurer que les ressources sont bien utilisées et qu'on puisse avoir des indicateurs pour mesurer les résultats; mais il y a aussi des partenaires qui disent: "

Nous allons vous apporter un appui logistique pour que vous puissiez aider les institutions de micro finance"; d'autres encore disent: " Nous pouvons vous apporter même des ressources ". Par exemple, la BOAD (ndlr: Banque Ouest-Africaine de Développement) avec qui nous avons signé une convention de financement de 5milliards de FCFA. Alors si nous voulons toucher 300.000 personnes avec un coût moyen de 30.000 F pour les six prochains mois, nous avons besoin, au bas mot, de 9 milliards.

Nous avons déjà mobilisé 7 milliards, nous devons continuer à chercher le gap de 2 milliards. Nous pensons qu'il faut même aller au-delà de cela parce qu'avec l'engouement sur le terrain, je suis sûre que nous allons dépasser les 300.000 personnes prévues.

Donc le défi de mobilisation des ressources est pour nous un défi au quotidien et nous allons le relever parce que quand nous allons démontrer que c'est quelque chose de très professionnel, de sérieux, de crédible, je suis sûre que des partenaires seront là pour nous accompagner.

Le premier bébé du FNFI, l'APSEF, est né et vous êtes en train de l'entretenir. Mais beaucoup se demandent à quand leur tour. Y aura-t-il d'autres bébés?

V.T-D: Bien sûr! Nous avons démarré avec l'APSEF parce que nous voulons réellement montrer que l'inclusion financière et économique dans notre pays peut être une réalité. Donc nous avons démarré avec un crédit de masse parce que beaucoup n'arrivent pas à être touchés depuis des années. Une fois que ce premier produit est lancé, il y aura d'autres produits. Par exemple, des produits spécifiques pour des catégories bien spécifiques; ça peut être des crédits pour les artisans, des crédits pour les paysans, des crédits pour les commerçants. Selon les besoins de chaque catégorie, nous allons nous asseoir avec cette catégorie et voir quel est le produit qui peut être adapté à ses besoins.

Donc pour nous, l'APSEF, c'est un premier produit. Déjà l'équipe du FNFI a commencé à réfléchir sur d'autres produits et nous espérons que d'ici à la fin de l'année, d'autres produits pourront sortir; mais ce sera des produits ciblés pour répondre à des besoins spécifiques.

Source : manationtogo

## Coin de l'Histoire

### 1er JUN 1879: Les Zoulous tuent Louis-Napoléon engagé chez les Britanniques

Suite de la page 4

les chevaux. Personne n'a aperçu les guerriers zoulous embusqués dans les hautes herbes, qui surgissent en tirant des coups de feu.

Deux soldats britanniques s'écroulent, tués sur le coup. Les autres sautent à cheval pour s'enfuir. Louis les imite, mais lorsqu'il se met en selle, la sangle rompt. P'tit Louis est à terre. Il faut dire qu'il s'agit de la vieille selle que son père utilisait lors de la bataille de Sedan.

Le jeune soldat chute violemment à terre où il se fait piétiner le bras droit par son cheval, qui s'enfuit avec son sabre. Devant une meute de Zoulous déchaînés, n'ayant qu'un pistolet pour se défendre, Louis-Napoléon est plus mal barré qu'un flic isolé dans la cité de la Cayolle au sud de Marseille...

N'ayant que sa main gauche de valide, il ne peut pas vraiment faire usage de son arme. Le jeune homme fait pourtant face à ses adversaires avec courage, il faut dix-sept coups de lance pour l'arracher à la vie.

Les guerriers zoulous se précipitent pour éviscérer et mutiler les deux soldats britanniques tombés

sous leurs balles, mais respectent Louis, considérant qu'il s'est battu comme un lion. Ils se bornent à emporter ses vêtements et ses armes, lui laissant une chaîne en or comportant deux médailles, qu'ils prennent pour des amulettes. Quelques semaines plus tard, les Zoulous sont faits prisonniers et peuvent témoigner du courage du jeune prince. Le digne sang de son grand-oncle coulait bien dans ses veines, mais à quoi bon l'avoir prouvé si ce sang est maintenant répandu en terre étrangère?

À l'annonce de la mort du jeune prince, l'émotion est vive en France. Eugénie fait rapatrier le corps de son fils pour le faire inhumer à l'abbaye Saint-Michel de Farnborough, dans le sud de l'Angleterre.

Le p'tit prince a laissé un testament beau comme de l'antique: "Je n'ai pas besoin de recommander à ma mère de ne rien négliger pour défendre la mémoire de mon grand-oncle et de mon père.

Je la prie de se souvenir que tant qu'il y aura des Bonaparte, la cause impériale aura des représentants."

## Sommet sur la sécurité en Afrique à Accra :

### Faure et ses pairs ont pris d'importantes décisions

Suite de la page 5

Gouvernement encouragent les futures autorités légitimes du pays à privilégier une approche inclusive de la gouvernance.

La Conférence les exhorte à veiller à l'adoption et la mise en œuvre, avec l'appui de la CEDEAO et de toute la Communauté Internationale, d'un programme de réforme détaillé, incluant le dialogue et la réconciliation nationale, le redressement économique, la réforme des institutions de l'Etat et les processus de stabilisation des efforts de redressement.

La Conférence exprime sa profonde gratitude à S.E.M. Goodluck Ebele Jonathan, Président de la République Fédérale du Nigeria et Président du Groupe de Contact Régional sur la Guinée Bissau (GCR-GB) et aux membres du Groupe, ainsi qu'à S.E.M. Alpha Condé, Médiateur dans la crise bissau-guinéenne, pour leur assistance en faveur du pays et leur contribution déterminante dans la réussite du processus de transition en Guinée Bissau.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement expriment leur profonde gratitude à S.E.M. John Dramani

Mahama, Président de la République du Ghana, Président en Exercice de la CEDEAO, au Gouvernement et au Peuple Ghanéen, pour l'accueil chaleureux qui leur a été réservé ainsi que pour les excellentes dispositions prises afin d'assurer le succès de leur sommet.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement décident de rester saisis de la situation politique et sécuritaire en Afrique de l'Ouest.

Fait à Accra, le 30 mai 2014  
LA CONFERENCE

## Phase 2 du projet d'électrification rurale :

# GNANDE DJETELI S'ASSURE DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX

Les 09, 10 et 11 mai dernier, le Directeur Général de la Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET), Gnané Djétéli était dans la préfecture de Bassar (à plus de 450 km de la capitale) pour une visite, des chantiers d'électrification s'inscrivant dans la seconde phase du projet d'électrification rural et plus largement dans le second axe (renforcement des infrastructures économiques) de la Stratégie de Croissance Accélérée et de promotion de l'Emploi (SCAPE), initié par le gouvernement depuis 2013.

En effet, voulant constater de visu l'avancement des travaux de la phase

toujours à la recherche du bien-être de la population avec l'électrification rurale. Ces trois villages sont un échantillon puisque le projet se déroule simultanément dans les 69 localités bénéficiaires. Je crois que les travaux avancent normalement. Les poteaux vont arriver au troisième village d'ici deux semaines et l'électricité y sera effective d'ici un mois ", a souligné Gnané Djétéli.

Les trois villages visités bénéficieront ensemble d'un réseau de 21 km de ligne KV avec trois transformateurs sur poteau 20 kV/400V de 50 KVA pour chacun des villages.

Les bienfaits de cette électrification



2 du projet d'électrification rural initié depuis 2013, le directeur général de la CEET, Gnané Djétéli a visité trois villages de la préfecture de Bassar (KALANGA, INABA et BITCHABE) sur les 69 villages bénéficiaires du projet sur l'ensemble du territoire national. Et le directeur général de la CEET se dit satisfait du niveau d'avancement des travaux.

" Cette visite rentre dans le cadre de la politique du chef de l'Etat qui est

pour les villages sont énormes. A BITCHABE par exemple, il permettra de mieux alimenter dispensaires, laboratoire, maternité qui autrefois étaient faiblement alimentés par une bobine connectée à un moulin, depuis 2008.

C'est logiquement donc que populations bénéficiaires débordent de joie : " Je suis ivre de joie en voyant mon village électrifié. Je remercie le chef de l'Etat Faure Essozimna

GNASSINGBE pour ses actions en faveur de la population rurale. L'électricité aidera surtout l'hôpital ", a déclaré le chef canton de BITCHABE, Koffi KPAMBI.

Avant d'ajouter un brin amusé " désormais on ne tiendra plus les torches pour lesquelles parfois même nous sommes incapables d'acheter les piles "

D'un coût total de 15.000 USD soit 7.500 millions de francs CFA sur financement de la République d'Inde, la seconde phase du projet d'électrification consiste en la construction de 412 km de réseaux moyenne tension (MT) ; 120 km de réseaux Basse tension (BT) et de 96 postes MT/BT type H61 (sur poteau). Faisant d'une pierre deux coups, le directeur général de la CEET a profité de l'occasion pour visiter à Kparatawo dans la ville de Bafilo (préfecture d'Assoli), un immeuble sélectionné pour devenir une Agence CEET en lieu et place du point d'encaissement qui n'était utile que pour le recouvrement ; les autres services (intervention,

extension, dépannage, raccordement etc.) étant assurés par des équipes venant soit de Kara ou de Sokodé ; ce qui rallonge le délai dans lequel les populations devraient normalement être servies.

" Cette politique d'ouverture des agences s'inscrit dans la logique du contrat de performance de la CEET qui est lié à l'amélioration des services à offrir à la clientèle. Dans cette optique il faut qu'on se rapproche davantage des clients pour être à leur écoute et pouvoir réagir promptement en cas de besoin. L'ouverture des agences permettra de pouvoir gérer les difficultés de recouvrement, d'intervention et d'extension dans la région. " a confié Gnané Djétéli, Directeur Général de la CEET.

Il convient, d'une part, de souligner que dans la même perspective une autre agence est en cours d'installation à Pagouda et, d'autre part, de rappeler que des agences similaires ont été récemment ouvertes par la CEET à Zorobar Kégué et à l'espace Avépozo.

## 90 jours de folie à Togocel :

# Dame Nathalie Akuesson enlève la première voiture de 11 000 000 de francs CFA

Après deux mois de jeu 90 jours de folie à Togo cellulaire où des millions d'abonnés se sont jetés dans la danse, la première superbe voiture Citroën C3 d'une valeur de 11 000 000 vient d'être enlevée. C'était au cours du 8ième tirage couplé de la remise de ce super gros lot qui a été effectué le vendredi 29 mai dernier. C'est le grand hôtel mercure sarakawa de Lomé qui a eu le privilège de réunir cadres et heureux gagnants du 7ième tirage passé.

Déjà, 350 lots sur les 600 mis en jeu ont été raflés. Preuve que beaucoup d'abonnés prépayés continuent de faire confiance à Togo cellulaire qui n'a jamais cessé d'être à leur côté. On n'est qu'à deux mois de la fin et déjà la clé la première voiture Citroën C Elysée a été officiellement remise à la propriétaire qui est Mme



Nathalie Akueson.

Pour les heureux gagnants, à l'instar de Mme Akueson qui a décroché le superbe gros lot, remercie d'ores et déjà tout le staff de Togo cellulaire pour ce joyau qu'elle a eu à décrocher. Très ému elle continue

toujours d'inviter les autres à y participer massivement car Togo cellulaire ne fait pas de distinction entre les abonnés et ne fait pas d'état d'âme. Pour le directeur commercial et marketing Mr Ago BAZZA après ces deux mois ils ne font que saluer l'endurance de leur fidèle abonné ce

qui témoigne de l'attention qu'ils accordent aux différents produits de Togo cellulaire.

Pour leur 16ième anniversaire qui aura lieu bientôt, Togo cellulaire promet un événement heureux qui

sera riche en activité avec une optimisation de leur qualité. Tout en comptant sur leur soutien pour être toujours leader de la téléphonie mobile, il les invite de continuer toujours par recharger pour espérer gagner la seconde voiture.

En rappel, le jeu " 90 jours de folie à Togocel " est un jeu d'incitation au rechargement permettant aux clients prépayés de cumuler des points et de gagner des lots en fonction de leur niveau de rechargement, sur la base d'un objectif assigné à chacun d'entre eux.

Togo Cellulaire fera ainsi plus de six cents heureux gagnants à raison de 50 par tirage. Pour assurer la crédibilité de ce jeu, Togo cellulaire a fait appel à un huissier de justice qui a certifié la fiabilité du dispositif de tirage.

Junior